

d'insertion et d'une formation dispensée par le réseau Tissons la solidarité*. Un double cursus consacré à la couture et au métier de conseillère de vente, reconnue par le ministère du Travail. « J'ai désormais une vraie qualification, souligne Brighita. Ça fait la différence. » Au terme de son contrat d'insertion, en juillet dernier, elle signait un CDI à temps partiel dans une boutique de chaussures à Pessac. « La formation m'a offert de vraies compétences pour conseiller les clients », assure-t-elle. Aujourd'hui, Brighita rêve d'un poste à temps plein et, pourquoi pas, un jour, d'avoir des responsabilités. ●

* Fondé en 2004, le réseau œuvre en faveur de l'emploi des femmes dans le domaine du textile. www.tissonsalsolidarite.org

VÉRONIQUE KREMBEL

Colmar (Haut-Rhin)

“La rencontre avant le CV”

ELLE N'A PAS COMPTÉ. Entre 2013 et 2015, Véronique Krembel a envoyé un « paquet de lettres », dont 90 % sont restées sans réponse. Aujourd'hui, cette ancienne visiteuse médicale de 52 ans a retrouvé un poste de commerciale grâce à un dispositif imaginé en 2006 par Paul Landowski, cadre au chômage : le Café contact de l'emploi* (CCE). Le principe ? Réunir autour d'un café des entreprises et des demandeurs d'emploi. Un « contact » direct qui fait la différence. « Le seul CV est limité, assure Véronique. Pouvoir se présenter, même en quelques minutes, ça change tout ! Et puis, on ne connaît pas toutes les sociétés qui recrutent. » Véronique a découvert la start-up pour laquelle elle travaille dans un CCE à Strasbourg. « C'est une entreprise jeune, avec des perspectives d'évolution », se réjouit-elle, les yeux braqués vers l'avenir. ●

* LE CCE, né en Alsace, a rejoint le mouvement citoyen Bleu Blanc Zèbre (www.bleublanczebre.fr) et va être dupliqué dans tout l'Hexagone. www.cafecontactemploi.fr

MANUEL AUBRY

Chantilly (Oise)

“Un microcrédit pour repartir”

L'HISTOIRE DE MANUEL est celle de la passion d'une vie : les chevaux. Titulaire d'un BTS, il a été payagiste avant de revenir à ses premières amours. « Je me suis formé sur le tas en travaillant pour des cavaliers de concours, comme palefrenier puis comme cavalier d'entraînement », raconte-t-il. Pendant des années, il cumule les contrats précaires avant de partir travailler en Argentine. Dix jours après son retour, en 2012, il se fracture le genou en tombant dans un escalier. Immobilisé pendant six mois, il peine à se remettre en selle. Allocataire du RSA, il a alors l'idée de devenir auto-entrepreneur. Il finance l'achat

de son matériel équestre par un microcrédit de 3 000 € obtenu auprès de l'Association pour le droit à l'initiative économique* (Adie), qui l'accompagne également dans ses démarches administratives. Aujourd'hui, il travaille comme cavalier d'entraînement pour plusieurs clients réguliers, propriétaires et entraîneurs de chevaux de course. « Je gagne en moyenne 1 300 € par mois », confie-t-il, en songeant déjà à un autre rêve : ouvrir son propre centre d'entraînement pour jeunes équidés. ●

* Créée en 1989, l'Adie a permis la création de plus de 93 000 micro-entreprises en France. www.adie.org

